

ON EST ICI

ON VIT ICI

ON RESTE LÀ

**Solidarité avec les réfugié-e-s
qui croupissent dans les
« Centres d'aide d'urgence »
du Canton de Vaud**

DROIT DE RESTER

BLEIBERECHT

POUR TOU·TE·S

**Piquet de protestation devant le Grand-Conseil
Mardi 29 avril à 13h15
sur les escaliers du Palais de Rumine,
Place de la Riponne à Lausanne**

Nous invitons les organisations et personnes soucieuses que l'État donne aux migrant-e-s les « *moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine* » comme il s'est engagé constitutionnellement à le faire [Constitution du Canton de Vaud, 14.4.2003].

Nous les appelons à participer à un **piquet d'information et de protestation** devant le Grand Conseil, lors de sa prochaine session.

Nous y dénoncerons les conditions dans lesquelles vivent les réfugié-e-s, révélées par les **témoignages et nos enquêtes** dans les Centres du Simplon et de Vennes, à Lausanne.

Nous y inciterons les député-e-s à participer à une prochaine **Visite officielle des Centres** pour qu'il-elle-s puissent découvrir les conditions dans lesquelles vivent leurs résident-e-s.

Nous y exigerons que le droit à « *l'assistance devant la souffrance* » [Constitution du Canton de Vaud, 14.4.2003] de ces femmes, hommes et enfants soit respecté. Concrètement :

- Que la **nourriture** fournie soit saine, suffisante, variée et équilibrée
- Que les **repas** puissent être pris hors horaire en cas de force majeure
- Que les **plats** puissent être réchauffés et cuisinés selon les besoins alimentaires
- Que les **bouilloires et chauffe-biberons** soient rendus aux mamans
- Que l'**eau potable** soit disponible ailleurs que dans les WC
- Que l'**eau pour l'hygiène** corporelle ne soit plus glacée.

- Que le **stress** causé par une surveillance tâtilonne soit exclu
- Que les **visites** et l'apport d'aide aux réfugié-e-s par des bénévoles soient autorisées
- Que les **salles** soient chauffées, aérées et salubres
- Que les **objets personnels** puissent être mis à l'abri des confiscations et des vols
- Que les **chambres** puissent être fermées à clé par leurs occupants
- Que les résident-e-s aient accès à l'**information** par l'internet, la TV et la presse.

- Que leur **sommeil** ne soit plus interrompu par des fouilles nocturnes intempestives
- Que le coût des **transports** urgents – soins médicaux, SPOP – soit pris en charge
- Que le **règlement** des Centres, fixant les droits et devoirs des résident-e-s, soit affiché
- Que cessent les **tracasseries** qui empoisonnent la vie et portent atteinte à leur santé
- Que l'**intimité**, la **dignité** et la **vie privée** de chacun-e soient respectées.

Cet appel émane de nombreuses personnes résidentes dans les Centres EVAM, notamment du Simplon et de Vennes à Lausanne.

L'appel est soutenu par le Groupe ActionS issu des États généraux vaudois de la migration "Droit de rester pour tou-te-s", par la Coordination Asile Vaud (CAV) et par SOS Asile.

Si d'autres organisations voulaient le soutenir, prendre contact avec la permanence de la CAV au n° 076 426 06 22